

Histoire d'eau

Deux approches différentes de la gestion de l'eau

Chloé Jaussaud*



Le Forum mondial de l'eau, qui se tient tous les trois ans, s'est réuni en mars 2012 à Marseille, avec pour priorité, l'accès à l'eau dans le monde. Ce forum a permis de faire de la gestion de l'eau un thème central, alors que quelque 884 millions d'individus dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable.

Kampf ums Lebenselixir

Auf dem Weltwasserforum 2012 in Marseille befürworteten Deutschland und Frankreich, deren Wasserversorgung unterschiedlich organisiert ist (in Frankreich zu 72 % privatwirtschaftlich), die weltweite Zusammenarbeit der Staaten im Kampf gegen die globale Wasserkrise; einem internationalen Wassermanagement hingegen begegnen beide Länder mit Skepsis. Red.

Le marché français de l'eau accorde une place importante aux entreprises de l'eau dans la gestion des infrastructures et des réseaux d'eau dans les communes. Trois entreprises du secteur, *Suez Environnement*, *Veolia Environnement* et *Saur*, détiennent 72 % de parts de marché, les 28 % restant étant gérées en régie publique. Dans les cas de délégation de service public (DSP), la commune opère son rôle d'autorité responsable des réseaux, elle détient le savoir-faire technique de distribution d'eau et d'assainissement. La gestion de l'eau est considérée en France comme un fort enjeu pour les institutions locales. Pour autant, expertise sur le territoire national ne rime pas avec entreprise nationale. Les spécificités nationales n'en font pas des secteurs protégés de la mondialisation. Des entreprises de l'eau allemandes par exemple opèrent en France (comme la société *Gelsenwasser*, présente via sa filiale *Nantaise des Eaux*), mais demeurent pour l'instant en minorité. A contrario, *Veolia Eau* a géré de 1999 à 2011 l'eau potable et l'assainissement à Berlin.

La délégation de service public permet en France de maintenir l'attention médiatique. En 2010 par exemple, la reconduction du contrat de *Veolia* en Ile-de-France a suscité de longs débats de la part des partisans et des adversaires de la DSP. Des maires avaient par exemple menacé de quitter le syndicat des eaux d'Ile-de-France, si la gestion privée était reconduite. Les critiques concernant la gestion privée sont récurrentes, elles se centralisent autour des questions de transparence de la gestion, des relations entre élus et entreprises ainsi que de la fixation du prix de l'eau, qui diffère selon les communes et les investissements nécessaires sur le réseau. Ces trois points intéressent particulièrement les entreprises qui veulent améliorer leurs relations avec les élus et les consommateurs, et qui intègrent le thème de la bonne gouvernance dans leur communication.

Deux réalisateurs allemands, Leslie Franke et Hermann Lorenz, se sont penchés sur le phénomène de privatisation de l'eau en Allemagne, au travers de leur film *Wasser unterm Hammer* (Eau, service public à vendre) en 2005, avant de se spécialiser sur la question française, considérée comme un cas d'école. D'après la réalisatrice, le modèle de partenariat public-privé, qui permet aux communes de rester propriétaires des infrastructures, constitue effectivement une spécificité française. En mars 2011 le documentaire *Water makes money*, diffusé sur *Arte*, a abordé la question de la gestion de l'eau par les grands groupes français, livrant un éclairage polémique sur certaines pratiques des entreprises de l'eau.

* Chloé Jaussaud est consultante en communication à l'agence *Elan* et spécialiste des médias sociaux.

L'hydrologue allemand de l'université de Kiel, Georg Hörmann, confirme certes que le sujet de la gestion de l'eau en Allemagne est moins polémique qu'en France. Cependant, il note que la privatisation de la gestion à Berlin a fait réagir certaines associations (comme *Attac*) et a fait l'objet d'une forte opposition citoyenne. Les partenariats publics-privés sont moins usuels qu'en France, et ils permettent l'entrée d'entreprises étrangères sur des secteurs stratégiques pour le gouvernement comme l'eau et l'énergie. L'attribution du contrat de Berlin au groupe français *Veolia* en 1999 a suscité de larges inquiétudes.

Le fait que *Veolia* soit gestionnaire d'un contrat majeur dans le pays soulève la question de l'ouverture du marché à l'international. *Attac Berlin* exprime d'ailleurs sa crainte de voir les DSP s'étendre à d'autres secteurs stratégiques comme l'énergie nucléaire. Au-delà de cette dimension macro-économique, la privatisation de l'eau a suscité de fortes mobilisations militantes de protestation. En effet, les consommateurs ont enregistré une hausse de 35 % des tarifs de l'eau et demandé une renégociation. Ce mouvement citoyen local a marqué un tournant dans l'histoire des mobilisations populaires allemandes. Pour autant, la mobilisation médiatique autour de ce sujet est demeurée locale et peu traitée par les supports nationaux, alors que des sujets comparables en France bénéficient d'une forte audience auprès de la population.

La plus faible visibilité médiatique des sujets relatifs à l'eau en Allemagne, par rapport à la France, s'explique aussi par le fait que la tenue du Forum mondial de l'eau à Marseille a constitué un enjeu particulier pour les hommes politiques français en amont des élections présidentielles. Ceux-ci, de tous bords politiques, ont souvent abordé la question du prix de l'eau dans leurs discours, un prix en moyenne plus bas qu'en Allemagne. La France reste pionnière dans les systèmes de tarifications sociales proposés pour aider les ménages les plus démunis.

Sécurisation franco-allemande

Au Forum de Marseille, les acteurs allemands et français ont abordé surtout les questions d'accès à

l'eau potable dans le monde. Le gouvernement allemand a axé ses interventions autour de l'eau et de la sécurité alimentaire, mais les engagements pris au forum ont fait l'objet d'un communiqué de la section allemande du *World Wildlife Fund* (WWF) : « *La déclaration ministérielle n'a pas le pouvoir de fixer un cadre global pour la gestion de l'eau. Le WWF souligne qu'il est nécessaire face au changement climatique et à la croissance démographique de s'unir pour empêcher une crise de la ressource en eau.* »

Le sommet de la Terre, *Rio+20*, sur le développement durable, au Brésil en juin dernier, a laissé une forte place aux enjeux de l'eau. Les voix de l'Allemagne et de la France se sont également rejointes pour un plaidoyer en faveur de la sécurisation de l'accès, dans un contexte où eau et énergie sont des secteurs de plus en plus liés : Berlin reconnaît « *un fort besoin de nouvelles approches transversales tenant compte des enjeux de l'eau, de la sécurité alimentaire et de l'approvisionnement énergétique* », pouvait-on lire sur le portail du sommet, tandis que Loïc Fauchon, président français du Conseil mondial, rappelait la nécessité d'une croissance acceptable (« *Ce qui compte, c'est la nature, la qualité et la durée de cette croissance. C'est que, basée sur la maîtrise de l'eau et de l'énergie, elle soit suffisante, partagée, équitable et respectueuse de l'homme comme de la nature* »).

De même, au niveau européen, la directive-cadre européenne, votée en 2000, sur un bon état écologique des eaux, dont les objectifs doivent être atteints d'ici 2015, est régulièrement traitée par des acteurs français et allemands. Des mesures ont été mises en place par les deux pays, pourtant ni la France, ni l'Allemagne ne semblent en mesure de les respecter dans les délais, même si « *nous avons pu constater que la conscience environnementale n'a cessé d'augmenter chez les Français.* », a souligné la réalisatrice allemande experte de l'eau, Leslie Franke. Les points de débats se rejoignent. Si la nécessaire collaboration internationale pour améliorer à la fois l'accès à l'eau dans le monde et l'état écologique de la ressource en eau est approuvée par les deux pays, la perspective d'une gestion mondialisée du secteur continue de générer des inquiétudes tant en France qu'en Allemagne.